

Des réfugiés sans havre de paix: la mort de la Convention de Genève

3 juil. 2019 Par [Carine Fouteau](#)
- Mediapart.fr



Un

migrant à bord du « Sea-Watch 3 », le 27 juin. © Reuters

À Osaka, les puissants de ce monde ont acté la fin de la prise en compte des droits humains dans les relations internationales. Que ce soit en Méditerranée ou à la frontière mexicaine, les citoyens fuyant leur pays ne trouvent plus nulle part de protection. Pire, ils seraient voués à mourir, si des individus, comme la capitaine du *Sea-Watch 3*, ne faisaient pas acte de désobéissance civile.

C'est vers la Libye, considérée comme un « port sûr » par les dirigeants de l'Union européenne, que le *Sea-Watch 3*, portant à son bord une quarantaine de migrants épuisés, aurait dû être renvoyé si la capitaine Carola Rackete n'avait pas passé outre les instructions qui lui avaient été données.

Si elle n'avait pas fait œuvre de désobéissance civile, si elle ne s'était pas élevée, seule, contre les menaces du ministre de l'intérieur italien d'extrême droite Matteo Salvini, la courageuse Allemande ([qui a été libérée par la justice italienne](#)) aurait reconduit les naufragés vers cette terre en guerre, [où un missile s'est s'abattu](#) mardi 2 juillet sur un centre de détention, tuant au moins 40 migrants et en blessant de nombreux autres.

Dans ce monde explosé qui se donne à voir aujourd'hui, un constat s'impose : à quelques exceptions près, il n'existe plus de havre de paix pour les réfugiés. La Convention de Genève, signée dans l'après-Seconde Guerre mondiale, dans l'idée, justement, qu'il était nécessaire d'instaurer une solidarité internationale pour venir en aide à celles et ceux en souffrance dans leur pays d'origine, paraît morte.

Adopté en 1951, ce texte relatif au statut des réfugiés contenait pourtant les règles essentielles du droit international humanitaire. À la suite de la Shoah, elle mettait en œuvre les préoccupations proclamées par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 qui affirmait que « *toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État* », que « *toute personne a le droit de*

quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays » et que « devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays ».

À Osaka, dans un spectacle cauchemardesque, les puissants de la planète ont réduit à néant cet esprit de concorde et d'entraide. Comme Martine Orange l'a raconté ([lire son article ici](#)), ce sommet, au cours duquel Donald Trump a soutenu Mohammed ben Salmane en déclarant qu'il faisait « *un job spectaculaire* », malgré l'implication du régime saoudien dans l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, a marqué l'affirmation de l'illibéralisme, la réhabilitation et la réinstallation des pouvoirs autoritaires et liberticides dans le premier cercle des responsables mondiaux.

Bienvenue au Far West : la brutalité et le chacun-pour-soi ont été légitimés comme méthode de gouvernance. Sans qu'aucun pays n'y trouve à redire, notamment du côté du Vieux Continent. En se taisant face à ce crash des droits humains au bénéfice exclusif des intérêts économico-politiques non pas des États mais de leurs dirigeants, l'Europe a acté sa reddition.

Avant même cette mise en scène lugubre, le cynisme de l'Union européenne à l'égard des migrants s'était exprimé à de multiples occasions. Cela fait plusieurs décennies que la mer Méditerranée est devenue un cimetière, avec pour seule réaction tangible un durcissement continu des politiques migratoires.

L'inefficacité des mesures visant à barricader l'Europe a beau être prouvée, aucun décret n'ayant jamais empêché quiconque de fuir la guerre ou la misère, les États membres persistent à les considérer comme l'unique solution leur donnant un tant soit peu de la crédibilité auprès de leur électorat.



Le parcours du « Sea-Watch 3 », juin 2019. © DR

Pendant plus de quinze jours, le *Sea-Watch 3* a ainsi tournoyé en mer avant de forcer le blocus des eaux territoriales italiennes, sans qu'aucun pays ne se propose d'accueillir les naufragés.

Ces exilés, pourtant, avaient subi la torture en Libye, mais à en croire l'attitude des dirigeants européens, ils pouvaient bien continuer de dépérir quelques jours de plus à quelques kilomètres de Lampedusa.

Avec ou sans guerre, la Libye n'est plus un pays sûr pour les migrants depuis longtemps. Au moins depuis l'intervention occidentale dans ce pays, qui a abouti à la mort de Mouammar Kadhafi en 2011. Ce qui n'a pas empêché l'Union européenne, tout en criminalisant l'aide aux migrants, de nouer avec Tripoli à partir de 2017 des accords de rapatriement qui contreviennent au droit international et aux valeurs qu'elle est censée porter de par le monde.

Cette complicité concerne au plus haut point la France. Elle n'est pas que symbolique : le ministère des armées de Florence Parly a vendu, en début d'année, six bateaux à la marine libyenne pour faciliter ces opérations de refoulement ([lire l'article de Mathilde Mathieu](#)).

Une décision scandaleuse, alors que les garde-côtes de Tripoli jettent systématiquement leurs rescapés dans des centres de détention comme celui qui vient d'être bombardé, possiblement par les forces du maréchal Khalifa Haftar, lequel bénéficie par ailleurs du soutien français.



Óscar Alberto Martínez Ramírez et sa fille Valeria, retrouvés noyés le 24 juin 2019 dans le Rio Grande. © Julia Le Duc

Ces politiques inhumaines font écho, de l'autre côté de l'Atlantique, à la cruauté de l'autre puissance supposée éclairée de ce monde, les États-Unis. Immortalisé par une photo qui a fait le tour du monde – comme, avant elle, celle du petit [Aylan Kurdi](#) dont le corps s'était échoué sur une plage turque en 2015 –, le décès d'un père et sa fille salvadoriens, retrouvés enlacés sur les rives du Rio Grande qu'ils tentaient de traverser à la nage, a rappelé les effets meurtriers des murs en tout genre érigés par le président Trump.

La visite effectuée le 1^{er} juillet par des élus démocrates du Congrès dans des centres de détention à la frontière avec le Mexique a porté une lumière crue sur ce déni désormais mondialisé des droits humains. Ils y ont vu des femmes privées de douche pendant quinze jours, contraintes à boire l'eau des toilettes ; ils y ont vu des enfants séparés de leurs parents ; ils y ont vu des mineurs retenus dans des cages.

[Des images publiées dans la foulée](#) par des inspecteurs du ministère de la sécurité intérieure, rattachés à un organisme de contrôle interne, montrent des détenus si tassés qu'ils doivent rester debout faute de place.



~~CONTAINS PRIVACY ACT INFORMATION—DO NOT DISCLOSE~~
OFFICE OF INSPECTOR GENERAL
Department of Homeland Security



Figure 1. Overcrowding of families observed by OIG on June 10, 2019, at Border Patrol's McAllen, TX, Station. *Source: OIG*

©

DR

On apprend, dans ce rapport officiel, que certains enfants ne peuvent être ni nourris ni lavés convenablement. Certains frappent à la vitre pour demander de l'aide.



Figure 5. Fifty-one adult females held in a cell designated for male juveniles with a capacity for 40 (left), and 71 adult males held in a cell designated for adult females with a capacity for 41 (right), observed by OIG on June 12, 2019, at Border Patrol's Fort Brown Station. *Source: OIG*

©

DR

Autant de constats que les ONG et les reporters dénoncent de longue date mais qui, cette fois, prennent une dimension particulière, la défense des détenus étant portée par des représentants de la nation américaine.

L'élue du 14^e district de l'État de New York, Alexandria Ocasio-Cortez (AOC), issue de la gauche américaine, a ainsi dénoncé sur Twitter une « *cruauté systémique* » et une « *culture déshumanisante qui traite [les migrants détenus] comme des animaux* ». Il s'est quand même trouvé des voix pour centrer la polémique moins sur les conditions de détention des migrants que sur les termes utilisés par AOC, qui a comparé ces lieux à des « *camps de concentration* ».

[[lire_aussi]] Ces lieux de privation de liberté ne sont pas des camps d'extermination. Mais ils sont bel et bien des camps. Il y a quinze ans déjà, le réseau d'associations Migreurop [avait essuyé de pareilles critiques](#) lorsqu'il avait utilisé ce terme pour désigner les lieux où, en Europe et autour de l'Europe, sont enfermés des étrangers au nom des politiques migratoires.

Ces épisodes mis bout à bout dessinent un monde angoissant, où les États créent de toutes pièces des désordres laissant sans aide ni refuge celles et ceux qui les subissent de plein fouet. Il ne reste plus pour sauver ces personnes – et nos consciences – que les gestes de quelques ONG et individus se dressant face à eux. Prêts à être poursuivis, voire enfermés, ils sont notre ultime recours face à l'infamie ambiante.

Prolonger

Boite Noire

URL source: <https://www.mediapart.fr/journal/international/030719/des-refugies-sans-havre-de-paix-la-mort-de-la-convention-de-geneve>